

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Suisse : pour une agriculture tournée vers l'avenir

jeudi 26 juin 2014, par [HEMMELER MAIGA Valentina](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juin 2014).

Le syndicat paysan Uniterre a décidé de lancer à la mi-septembre 2014 une initiative populaire fédérale ayant pour objectif d'ancrer les points essentiels de la souveraineté alimentaire dans notre Constitution. L'initiative d'Uniterre est claire, concrète et ambitieuse. Partis comme individus sont appelés à rejoindre ce mouvement. Présentation.

Sommaire

- [Pourquoi la souveraineté \(...\)](#)
- [Quels sont nos objectifs ?](#)
- [Campagne de parrainages](#)

D'emblée certains évoquent avec circonspection les nombreuses initiatives qui sont en route autour des questions agricoles et alimentaires : celle des Jeunes socialistes contre la spéculation alimentaire, celle de l'Union Suisse des paysans sur la sécurité alimentaire, celle des Verts sur les denrées alimentaires équitables et enfin celle d'Uniterre, la plus complète, sur le souveraineté alimentaire. Pour Uniterre, ces textes sont signe de la vitalité et de l'extrême nécessité d'un débat populaire sur les questions alimentaires.

Pourquoi la souveraineté alimentaire ?

Le bilan de ces vingt dernières années est sombre. Plus de 100 000 emplois ont disparu dans le secteur agricole, plus de 40 % des fermes ont mis la clé sous le paillason et nous nous orientons, quoi qu'on en dise, vers une concentration de la production dans des zones faciles d'accès pour les acheteurs et une activité d'entretien du paysage dans les zones marginales. En somme, une agriculture duale qui ne répond pas aux défis du futur. Si les prix payés aux paysans ont baissé de 28 % ces dernières années, les prix à la consommation ont augmenté de 10 % ? ; inévitablement, entre ces deux maillons de la chaîne alimentaire, certains acteurs semblent profiter allègrement de la dérégulation sauvage des marchés. Aujourd'hui, l'agriculture ne permet plus de rémunérer correctement ni la famille paysanne, ni les employé-s agricoles. La globalisation et la libéralisation des marchés agricoles et alimentaires n'ont apporté aucun bénéfice aux différentes populations ni aux agricultures paysannes. Nous avons simplement assisté à une concentration continue du pouvoir dans la main d'une petite centaine de sociétés transnationales. C'est pourquoi Uniterre a souhaité construire son texte d'initiative sur les fondamentaux de la souveraineté alimentaire qui a été élaborée par La Via Campesina. Ainsi, il espère pouvoir construire une politique agricole et alimentaire cohérente pour la Suisse tout en ayant un regard respectueux vis-à-vis des collègues paysans sur le plan international.

Quels sont nos objectifs ?

En premier lieu, Uniterre souhaite créer les conditions pour une agriculture qui assure des revenus équitables pour les paysan-ne·s comme les employé·e·s agricoles par des prix rémunérateurs et qui offre un avenir aux générations futures. Il exige que la Confédération mette en place des conditions cadres qui garantissent l'émergence d'un marché agricole et alimentaire plus transparent, qui soit au service des paysans comme des consommateurs ? ; un renforcement des circuits courts pour promouvoir et dynamiser la production de proximité, les emplois dans les régions, réduire les transports et garantir une meilleure traçabilité. Il estime que le but premier de l'agriculture est de produire des denrées alimentaires saines et des fourrages locaux. Mais cette production doit être issue d'une agriculture diversifiée, qui laisse place à différentes formes et tailles d'exploitations agricoles. Elle doit également être respectueuse des ressources naturelles, plus spécifiquement du sol, des semences et renoncer aux OGM. Pour maintenir et renforcer l'agriculture paysanne de proximité, La Via Campesina a toujours affirmé que toute région ou population a le droit de se protéger des importations à trop bas prix. Elle se doit en contrepartie de renoncer à toute forme de subventions à l'exportation. La frontière a un rôle de régulateur qu'il s'agit d'utiliser de manière conséquente et solidaire. Elle doit pouvoir bloquer de la poudre de lait ou du beurre exportés à coup de subventions à l'exportation et qui risquent de concurrencer illégitimement les producteurs de lait d'autres régions du monde. Par ailleurs, elle doit pouvoir filtrer, voire bloquer des produits qui nuiraient au maintien et au développement d'une production de proximité équitable.

Enfin, Uniterre a toujours été convaincu que l'agriculture et l'alimentation sont l'affaire de toutes et tous. Ainsi, il estime que le dialogue avec la société doit être permanent et ne doit pas se confiner dans des cercles d'experts ou de corporatistes. Il s'agit ainsi de sensibiliser et d'informer la population au-delà des campagnes de marketing qui glorifient les produits de proximité. Des formes de dialogue citoyen doivent être réinventées au niveau local, régional et national.

Campagne de parrainages

Uniterre a rédigé un texte réfléchi et ambitieux qui nécessitera un appui engagé d'associations, de partis et militant·e·s pour qu'il puisse avoir un avenir. Le texte est à découvrir in extenso sur le site d'Uniterre (uniterre.ch). Mais le défi financier et organisationnel dépasse ses moyens. C'est pourquoi il lance dès à présent une campagne de parrainages. Tout un chacun peut devenir marraine ou parrain en s'engageant à récolter 100 signatures dès la mi-septembre et à verser 100 francs dès maintenant sur le compte de l'initiative (le flyer peut être téléchargé sur le site). Par ailleurs, dès à présent, les partis et associations sont invités à rejoindre le comité de soutien.

Pour Uniterre

Valentina Hemmeler Maïga

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 250 (18/06/2014) p. 12.